



BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

**Discours de Tiff Macklem
Gouverneur de la Banque du Canada
Chambre de commerce d'Edmonton et
Chambre de commerce de Calgary
23 février 2021
Edmonton (Alberta)
Calgary (Alberta)
(par vidéoconférence)**

Le marché du travail canadien : rebond, récupération et restructuration

Introduction

Je suis très heureux de l'occasion qui m'a été offerte de m'adresser à vous aujourd'hui. Merci de l'invitation. Même si nous nous habituons tous à ces événements virtuels, je préférerais nettement être avec vous en personne pour entendre directement vos points de vue et préoccupations. Votre avis est très important pour nous à la Banque du Canada. Nous avons besoin de savoir ce qui se passe sur le terrain en Alberta et dans le reste du pays.

Heureusement, la Banque est très présente dans la province. Il y a deux ans, nous avons ouvert notre centre des opérations financières au centre-ville de Calgary, qui compte maintenant près de 90 employés. Et depuis 1997, le personnel de nos bureaux régionaux écoute avec grand intérêt les chefs d'entreprise locaux comme vous. Au cours de la dernière année, cette écoute est devenue plus importante que jamais.

La pandémie a touché tous les Canadiens à l'échelle du pays. Elle est, d'abord et avant tout, une tragédie humaine qui a fait jusqu'ici plus de 20 000 morts au Canada et qui se poursuit. La pandémie a aussi entraîné un ralentissement économique sans précédent. Les Albertains ont été particulièrement éprouvés, ayant subi à la fois les confinements et la baisse des prix du pétrole.

Nous avons déjà fait beaucoup de progrès pour nous sortir de la situation économique extrêmement difficile où nous nous trouvions au printemps passé. Et alors que l'Alberta et la plupart des autres régions du pays se relèvent de la dernière série de restrictions sanitaires, nous prévoyons une solide reprise dans les prochains mois. La réouverture de l'économie et l'ampleur du rebond dépendront de la courbe des contaminations et notamment de l'impact des nouveaux variants. Mais, compte tenu de l'accélération attendue du rythme de la vaccination, nous pouvons envisager avec plus d'assurance une forte croissance durant la deuxième moitié de l'année et l'année prochaine.

Je tiens à remercier Dany Brouillette, Karyne Charbonneau, Erik Ens et Corinne Luu de l'aide qu'ils m'ont apportée dans la préparation de ce discours.

Par contre, il faudra encore un certain temps avant d'arriver à une reprise complète de l'économie. Selon les plus récentes prévisions de la Banque, les capacités excédentaires de l'économie ne se résorberont pleinement qu'au cours de 2023. La pandémie a sévèrement mis à mal les secteurs des services les plus touchés. De plus, nous ne reviendrons pas à l'économie que nous connaissions avant la pandémie. En même temps qu'elle se redresse, l'économie s'adapte à des changements structurels, et certains travailleurs devront se rediriger vers des emplois dans les secteurs en expansion rapide. Tous ces facteurs laissent présager une phase de récupération plus longue durant laquelle l'économie pourra retrouver le potentiel économique perdu pendant la pandémie.

Aujourd'hui, je veux examiner la reprise économique sous l'angle du marché du travail.

Pour les Canadiens et leurs familles, il y a peu de choses plus importantes que d'avoir un bon emploi. Un marché du travail vigoureux sous-entend une hausse de l'emploi et des revenus, ainsi que davantage de perspectives de carrière pour ceux qui ont de la difficulté à trouver du travail.

Pour la Banque, un marché du travail vigoureux est une condition essentielle à la réalisation de son objectif, qui consiste à maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible. En effet, le ciblage de l'inflation vise en définitive à parvenir à une faible inflation et au plein emploi, parce que pour atteindre l'un ou l'autre de façon durable, il nous faut les deux. Sans le plein emploi, l'inflation ne pourra pas demeurer près de sa cible de 2 %, car le manque d'emplois et de revenus tirera l'inflation vers le bas. Et sans un bas niveau d'inflation et des attentes d'inflation bien ancrées, nous sommes condamnés à revivre des cycles d'expansion et de contraction abruptes conjugués à des fluctuations importantes de l'emploi.

Pour l'instant, le marché du travail est encore loin d'être robuste. Plus de 850 000 emplois ont été perdus depuis le début de la pandémie, ces pertes étant concentrées chez les plus vulnérables : les travailleurs faiblement rémunérés, un groupe où les femmes et les jeunes sont représentés de manière disproportionnée.

Aujourd'hui, je vais parler des conditions d'un redressement complet du marché du travail. Je me pencherai d'abord sur les répercussions profondes et disparates que la pandémie a eues jusqu'à maintenant sur les travailleurs canadiens. Je discuterai ensuite des perspectives attendues dans les mois à venir et de la façon dont la pandémie a accéléré la restructuration liée aux forces de la numérisation et de l'automatisation. Enfin, je dirai quelques mots sur les implications qu'auront ces forces pour les travailleurs, les éducateurs, les entreprises et, bien sûr, les décideurs. Ensemble, nous pouvons gérer ces forces dans l'intérêt des Canadiens.

Une reprise complète est une reprise dont les bénéfices sont partagés par les travailleurs et travailleuses de tous âges, partout au pays. Il est certain que les régions ne connaissent pas toutes les mêmes conditions sur le marché du travail, mais chacune doit pouvoir bénéficier de la reprise. Par le passé, l'Alberta a attiré des travailleurs d'autres régions. En effet, les périodes d'expansion dans le secteur pétrolier ont favorisé la création d'emplois et de richesses, qui ont eu

des retombées à l'échelle du pays¹. L'Alberta reste une province extrêmement prometteuse qui jouit d'une abondance de ressources naturelles et de ressources humaines. Votre population figure parmi les plus instruites au pays, et est animée d'un remarquable esprit d'entrepreneuriat. Il sera important de pouvoir compter sur une économie albertaine vigoureuse et diversifiée si nous voulons parvenir à une reprise complète.

Des pertes d'emploi étendues et disparates

Au début de 2020, le marché du travail canadien était en très bonne posture. Il était encore marqué, bien sûr, par certaines faiblesses, en particulier dans les régions où le secteur de l'énergie est très présent. Mais, dans l'ensemble, nous avons réparé une grande partie des dommages causés par la crise financière mondiale. Le taux de chômage était tombé à des niveaux presque inédits en 40 ans et les taux d'activité augmentaient dans tous les groupes d'âge. La croissance des salaires s'accélérait et la qualité des emplois s'améliorait.

L'arrivée de la COVID-19 au Canada a changé tout cela très rapidement. En deux mois seulement – mars et avril – environ 3 millions d'emplois ont disparu. De février à mai, le taux de chômage est passé d'un des niveaux les plus bas jamais enregistrés à l'un des plus élevés. Si l'on ajoute aux chômeurs les Canadiens qui voulaient travailler sans toutefois chercher activement un emploi et les travailleurs dont les heures de travail avaient été coupées de plus de la moitié, alors près de 5 millions de Canadiens de plus n'avaient pas l'emploi qu'ils voulaient en avril dernier, comparativement à février.

La pandémie a touché tout le monde, mais ses répercussions ont été beaucoup plus graves pour certains secteurs économiques et leurs travailleurs. Les secteurs des services à forte proximité physique, où la distanciation physique est soit difficile ou impossible à respecter, ont été frappés de plein fouet. Au creux de la vague, l'activité dans des secteurs tels que l'hébergement, la restauration, les arts, les spectacles et les loisirs avait diminué de plus de 60 %, tandis qu'elle chutait de plus de 95 % dans le transport aérien.

Parallèlement, les secteurs où il est possible de respecter la distanciation physique ou de télétravailler – les services professionnels, la finance et l'administration publique – ont beaucoup mieux réussi à s'adapter. Et, bien entendu, les travailleurs essentiels de la santé et de la sécurité publique mettent les bouchées doubles, et nous leur en sommes tous extrêmement reconnaissants.

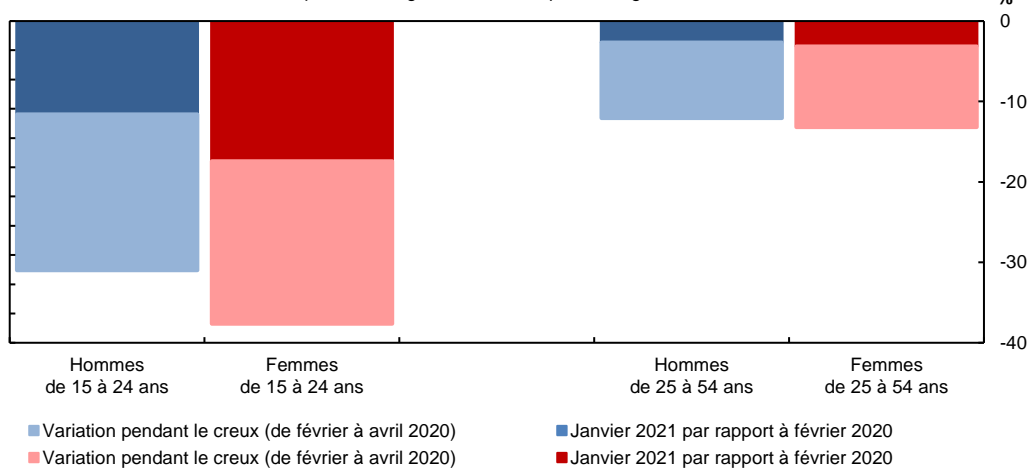
Ces effets nettement différents entre les secteurs ont eu des conséquences très inégales pour les travailleurs. Comme les femmes et les jeunes occupent une grande part des emplois dans les secteurs qui ont le plus écopé, ils ont subi une part démesurée des pertes d'emploi (**graphique 1**). Par exemple, les jeunes âgés de 15 à 24 ans occupent environ 40 % des emplois dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration. C'est plus de trois fois leur proportion dans

¹ D. A. Green, R. Morissette, B.M. Sand et I. Snoddy (2019). « [Economy-Wide Spillovers from Booms: Long-Distance Commuting and the Spread of Wage Effects](#) », *Journal of Labor Economics*, vol. 37, n° S2, p. 643-687, juillet.

la population active. En avril, l'emploi des jeunes avait reculé de plus de 30 %.

Graphique 1 : Les femmes ont subi davantage de pertes d'emploi que les hommes

Variation de l'emploi selon l'âge et le sexe, en pourcentage, données désaisonnalisées



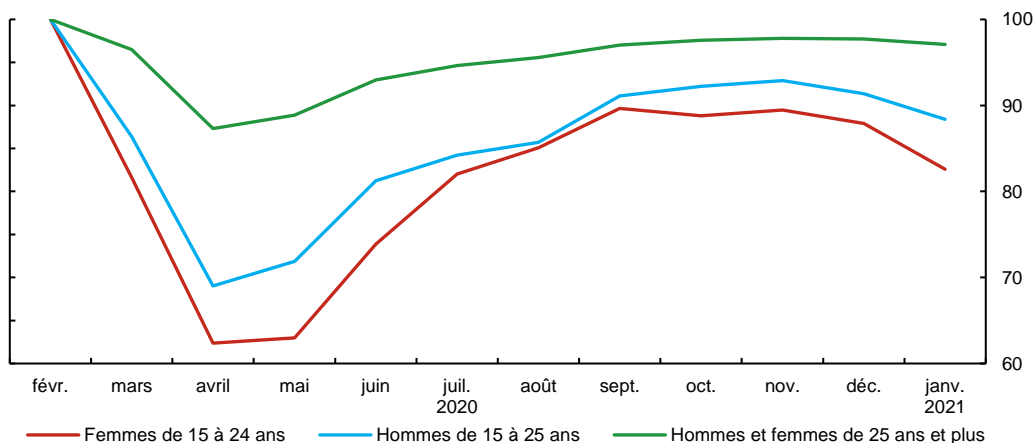
Pour les familles qui ont des enfants en bas âge, la fermeture des écoles et des garderies a affecté grandement la capacité des parents à travailler. La responsabilité des soins des enfants repose généralement de façon disproportionnée sur les femmes. De février à mai, le taux d'activité des femmes a fortement baissé. Et dans le cas de celles qui sont restées dans la population active, le taux de chômage est passé de 5,4 % à presque 14 %.

Pendant la réouverture de l'économie au printemps, la chute de l'emploi s'est nettement inversée. De mai à novembre, l'économie a créé près de 2,4 millions d'emplois et recouvert ainsi environ 80 % des pertes d'emplois enregistrées. Du fait de ce rebond, certaines inégalités au sein du marché du travail ont en outre commencé à diminuer. Les femmes ont réintégré la population active, ce qui a permis de compenser une grande partie de la baisse antérieure de leur taux d'activité. Chez les jeunes, l'emploi s'est un peu amélioré, même si les jeunes femmes, en particulier, font encore face à des conditions difficiles sur le marché du travail (**graphique 2**).

Malheureusement, au cours des derniers mois, la deuxième vague de contaminations a interrompu la reprise de l'emploi. Plus d'un quart de million de personnes ont perdu leur travail dans les deux derniers mois, les femmes et les jeunes étant affectés encore une fois de manière disproportionnée. Les femmes ont également recommencé à quitter le marché du travail, en partie parce que l'enseignement en présentiel a été suspendu dans de nombreuses régions.

Graphique 2 : Les jeunes femmes ont été les plus éprouvées en matière d'emploi

Niveau d'emploi par rapport à février 2020 selon l'âge et le sexe, base 100 de l'indice : février 2020



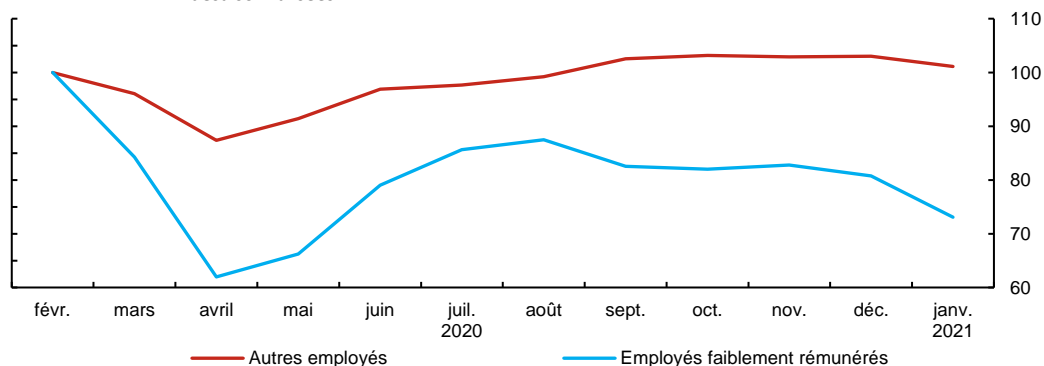
Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : janvier 2021

La concentration des pertes d'emploi chez les personnes qui sont le moins en mesure d'y faire face est un autre indicateur des effets inégaux de la pandémie. Les emplois peu rémunérés ont été frappés durement par la pandémie (**graphique 3**). Par comparaison, les autres emplois ont connu une légère baisse au début de la pandémie et une remontée rapide par la suite, dépassant en septembre leur niveau d'avant la pandémie. Ces emplois ont aussi mieux résisté à la deuxième vague d'infections, leur niveau étant resté relativement stable au cours des derniers mois. Ces constats montrent la capacité de larges pans de l'économie à s'adapter à la pandémie. En revanche, les emplois peu rémunérés sont en baisse depuis l'été, leur niveau ayant diminué de plus de 25 % par rapport à ce qu'il était avant la pandémie.

Graphique 3 : Le nombre d'emplois faiblement rémunérés reste bas

Emploi* par niveau de salaire, base 100 de l'indice : février 2020, données mensuelles non désaisonnalisées



* Les données concernent uniquement les employés et excluent donc les travailleurs autonomes. Les employés faiblement rémunérés sont ceux dont le salaire horaire est inférieur à 16,03 \$ (soit les deux tiers du salaire horaire médian en 2019, qui s'établissait à 24,04 \$). Des facteurs saisonniers pourraient avoir contribué à la dynamique mensuelle.

Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : janvier 2021

Enfin, puisque la pandémie s'étire, nous avons également observé une forte augmentation du nombre de chômeurs de longue durée, c'est-à-dire du nombre de personnes sans emploi qui cherchent activement du travail depuis plus de 26 semaines. Plus d'un demi-million de Canadiens sont maintenant des chômeurs de longue durée – c'est le niveau le plus élevé en près de 30 ans.

Cette augmentation est surtout attribuable aux personnes qui ont perdu leur emploi au début de la pandémie et qui n'ont pas encore retrouvé du travail. Là encore, des secteurs comme ceux de l'hébergement et de la restauration ont contribué de manière démesurée à la hausse du chômage de longue durée.

Récupération et restructuration

Heureusement, l'avenir est plus encourageant, même s'il reste des défis à surmonter.

Les restrictions les plus sévères étant levées dans la plupart des régions du pays, nous pouvons nous attendre à court terme à un redressement de l'emploi. Et, comme lors de la première réouverture, nous devrions aussi voir une baisse des inégalités causées par la pandémie. La différence au sortir de cette deuxième vague, c'est que les vaccins laissent maintenant entrevoir une reprise plus durable. Quand la population canadienne sera largement vaccinée, les secteurs des services à forte proximité physique devraient alors pouvoir se rapprocher d'une reprise complète de leurs activités, ce qui entraînera une forte progression de l'emploi. En outre, il n'est pas exagéré de penser qu'un nombre accru de mères qui travaillent auront réintégré la population active lorsque les écoles et les garderies rouvriront de façon permanente. Il sera important de soutenir cette reprise et de faciliter leur retour au travail – et je développerai ce point un peu plus tard.

Toutefois, même si nous pouvons nous attendre à un retour à des activités plus normales, nous ne reviendrons pas à l'économie d'avant. La quatrième révolution industrielle – la restructuration engendrée par la numérisation et l'automatisation – était déjà bien amorcée avant la pandémie, qui n'a fait que l'accélérer.

Tout comme les avancées technologiques antérieures, la numérisation et l'automatisation procureront d'importants avantages économiques en faisant augmenter la productivité et, ultimement, en générant de nombreux emplois bien payés. Les entreprises trouveront des façons de réaliser des gains d'efficacité et de créer de nouveaux types d'emplois au moyen de technologies novatrices. Ce processus très fréquent induit le progrès ici, au Canada, et partout ailleurs dans le monde.

Mais le déploiement de nouvelles technologies peut provoquer un déplacement des emplois existants. S'adapter à ces changements peut être déstabilisant, surtout pour les personnes directement concernées. Et le processus est encore plus difficile quand il se déroule rapidement².

La pandémie a élargi et renforcé les motivations des entreprises à se restructurer en recourant à l'automatisation et à la numérisation. Les entreprises se restructurent pour être capables de fournir des biens et services à leurs clients en toute sécurité, pour permettre à leurs employés de télétravailler ainsi que pour

² A. Georgieff et A. Milanez (2021). [What Happened to Jobs at High Risk of Automation?](#), document de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations, n° 255, janvier.

renforcer leur résilience et réduire leurs coûts. Laissez-moi vous donner quelques exemples.

Nous avons observé une très forte progression du commerce électronique depuis le début de la pandémie, aux dépens des magasins traditionnels. En 2020, le commerce électronique avait fait un bond remarquable de 69 %. Les ventes au détail, au total, avaient augmenté de 4,5 % pendant cette même période. Bien que nous puissions nous attendre à ce que les achats en magasin reprennent lorsqu'il n'y aura plus de risques, la pandémie a vraisemblablement accentué durablement la tendance vers le commerce électronique. L'achat en ligne est peut-être plus pratique, mais il laisse présager que l'économie pourrait avoir besoin de beaucoup moins de travailleurs en magasin qu'avant la pandémie.

La pandémie a également donné lieu à une hausse considérable du télétravail. Statistique Canada fait état d'un nombre actuel de près de 5,5 millions de télétravailleurs : c'est plus d'un quart de la population active. De nombreux employeurs et employés sont aussi beaucoup plus souples à l'égard des aménagements du travail, et partout les entreprises s'appliquent à revoir les futures conditions de travail³. Cette situation aura des incidences sur le nombre et le type de locaux dont les entreprises ont besoin, et sur la demande de transports, de services de restauration et autres dans le centre-ville des grandes villes.

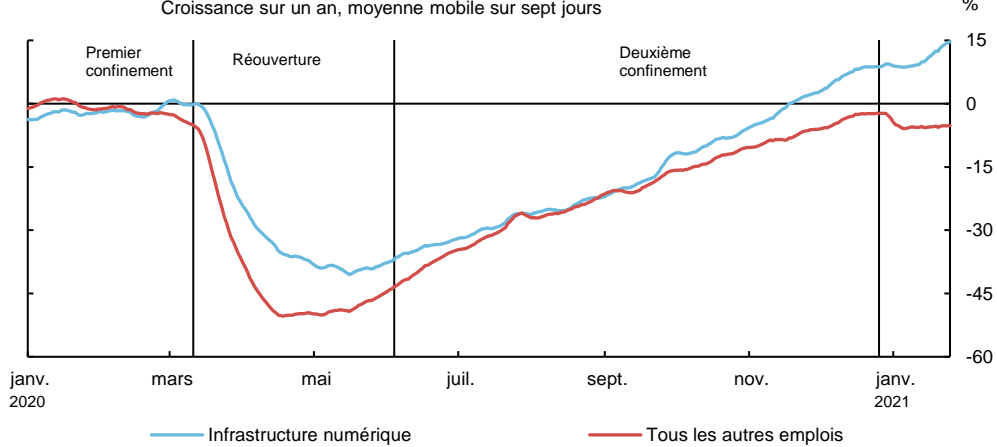
Par ailleurs, ces forces peuvent faciliter l'accès à l'emploi. Je ne veux pas minimiser les écueils que présente le télétravail ni les difficultés qu'il pose à certaines personnes. Il reste que, pour bon nombre de travailleurs, il représente une économie appréciable de temps et d'argent puisqu'il permet d'éviter de longs déplacements quotidiens. L'option du télétravail pourrait également aider des entreprises et des travailleurs à surmonter les obstacles que crée l'immensité de notre pays. Pour certains métiers, le télétravail pourrait améliorer l'appariement entre les employeurs et les candidats. Résultat : le marché du travail et la productivité en sortiraient renforcés.

La numérisation en cours amène à penser que la demande de compétences dans le domaine du numérique va continuer d'augmenter. Après avoir analysé le contenu des offres d'emplois publiées en ligne dans la dernière année, les chercheurs de la Banque ont découvert que les postes à pourvoir axés sur l'économie numérique ont moins diminué que les autres et mieux rebondi qu'eux⁴. Cet indicateur montre que le nombre d'offres d'emploi destinées aux travailleurs disposant de compétences numériques dépasse maintenant de loin les chiffres d'avant la pandémie (**graphique 4**).

³ Statistique Canada (2020). « [Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) », *Le Quotidien*, novembre.

⁴ Les postes axés sur le numérique sont reliés à la production de technologies numériques. Il s'agit d'emplois dans le développement de logiciels, le génie électrique, la conception de l'information et la documentation, les opérations informatiques et le soutien technique.

Graphique 4 : La demande de travailleurs compétents en numérique est nettement supérieure aux niveaux d'avant la pandémie



Source : Indeed

Dernière observation : 28 janvier 2021

En même temps, une partie des emplois perdus durant la pandémie ne reviendront pas. Et les travailleurs qui ont déjà subi le contrecoup de la pandémie risquent d'être tout particulièrement touchés. L'automatisation pourrait davantage concerner les tâches associées à de nombreux emplois faiblement rémunérés. Certains postes dans la vente au détail ou aux caisses, qui sont très largement occupés par les femmes et les jeunes, sont également ceux où la pandémie a accéléré les changements structurels.

On le sait, cette restructuration aurait eu lieu avec ou sans pandémie. À long terme, la numérisation et l'automatisation exerceront une influence positive sur le marché du travail puisque ces deux forces contribueront à une plus grande flexibilité et productivité, et feront monter les salaires. Toutefois, à court terme, elles apporteront peu aux personnes les plus touchées par la pandémie⁵. Tant que certains groupes de travailleurs seront en difficulté, la reprise économique sera incomplète et inégale.

Implications

Pour tout le monde, les enjeux sont énormes. On a observé une forte hausse du chômage de longue durée. Les personnes qui se retrouvent sans emploi pendant une longue période risquent de se décourager et d'abandonner toute recherche de travail. Les économistes parlent alors d'effet cicatrice.

L'effet cicatrice peut retarder de plusieurs années des carrières et amputer la rémunération tout au long de la vie active. L'effet cicatrice fait aussi baisser le niveau de la production potentielle en diminuant la capacité de l'économie à croître sans provoquer de tensions inflationnistes indésirables. Ainsi, des conséquences inégales pour certains se traduisent par de mauvais résultats pour tout le monde.

⁵ P. Baylis et autres (2020). *The Distribution of COVID-19 Related Risks*, document de travail n° 27881, National Bureau of Economic Research, octobre.

Nous avons donc tous un rôle à jouer pour permettre un retour de l'emploi, gérer l'incidence des forces que sont la numérisation et l'automatisation, et aussi réduire les risques associés à une dégradation du marché du travail.

Pour les travailleurs, il est essentiel de pouvoir profiter des offres qui se présenteront. Dans les secteurs les plus sinistrés, une partie des emplois ne reviendront pas, même après la pandémie. Il est donc important que les travailleurs sachent peser le pour et le contre et évaluer quels types de compétences et de formations seront nécessaires pour saisir les occasions qui s'offriront.

Il y aura probablement une forte demande de savoir-faire numérique. En effet, au lieu d'être cantonnées dans un secteur particulier, les technologies numériques seront présentes partout. La toute dernière enquête de la Banque sur les perspectives des entreprises montre que les entreprises augmentent leurs investissements dans la numérisation. À mesure que la reprise progressera, on recherchera vraisemblablement davantage de personnes compétentes en numérique pour mettre à profit ces investissements.

Le développement du télétravail peut aussi être une chance pour les travailleurs. La technologie et une plus grande flexibilité peuvent donner la possibilité à des candidats d'occuper des emplois que l'éloignement et les contraintes horaires rendaient auparavant hors de portée. Un résident de Medicine Hat n'aurait même pas envisagé de considérer un poste particulièrement intéressant si celui-ci impliquait un déménagement à Mississauga ou à Moncton. Or, dans certains secteurs, il est désormais possible de travailler à distance et donc d'occuper ce genre d'emplois.

Les nouvelles technologies numériques sont en passe de transformer le système d'éducation lui-même en permettant aux établissements de donner des cours virtuels. Ces technologies pourraient par conséquent accroître l'accès à l'enseignement et augmenter les capacités, tout particulièrement dans des domaines à forte demande comme la science des données, le génie, le développement logiciel et l'analyse des opérations. Mais l'enjeu dépasse largement ces seuls domaines. Les universités et les autres établissements de formation postsecondaire doivent intégrer le savoir-faire numérique dans toutes les disciplines. Au primaire et au secondaire, il est aussi nécessaire que les technologies numériques soient davantage enseignées. Il ne s'agit pas de former les jeunes générations pour des métiers en particulier, mais bien de les préparer à un avenir marqué par le numérique, dans lequel elles auront besoin de disposer de compétences en technologies numériques, quel que soit leur choix de carrière.

Les entreprises ne sont pas en reste : elles ont également un rôle crucial à jouer dans la formation. Après tout, les employeurs savent très bien quels types de compétences ils recherchent. Grâce aux nouvelles plateformes virtuelles, les entreprises peuvent former à faible coût beaucoup plus de travailleurs. Certaines entreprises complètent ce genre de formations avec du mentorat, à la différence que cette fois ce sont des travailleurs plus jeunes et plus compétents en technologies numériques qui prennent sous leurs ailes des collègues plus âgés, qui ont plus d'expérience. Voir le potentiel des candidats, plutôt que les trous dans leur parcours professionnel, serait un moyen pour les entreprises de

réduire l'effet cicatrice . Bon nombre de jeunes travailleurs qui ont fait leurs premiers pas dans la vie active en ce temps de pandémie ont eu des difficultés légitimes à décrocher un emploi.

Les gouvernements jouent un rôle clé pour soutenir les travailleurs. Des prestations d'urgence sont destinées à remplacer les revenus perdus en raison de suppressions d'emplois, tandis que la subvention salariale permet aux entreprises et aux travailleurs de garder leurs liens d'emploi. Renforcer le filet de sécurité sociale pour les familles, en particulier en élargissant l'accès aux services de garde et en réduisant leurs coûts, permettra d'aider plus de femmes à se réinsérer dans la vie active et à y rester⁶. Comme le marché du travail est à la fois en phase de redressement et de restructuration, il est d'autant plus important que les mesures en place soient dynamiques et qu'elles facilitent ainsi l'appariement des offres d'emploi et un accès accru à de meilleurs emplois pour réduire le risque d'une perte de compétences⁷.

La Banque soutient les dépenses au sein de l'économie et facilite les investissements dans la main-d'œuvre et dans d'autres formes de capital en gardant les coûts d'emprunt des ménages et des entreprises à des niveaux bas. Puisqu'une reprise complète est encore lointaine, il faudra que la politique monétaire continue de procurer de la détente sur le très long terme. Nous nous sommes engagés à maintenir le taux directeur à sa valeur plancher jusqu'à ce que les capacités excédentaires dans l'économie se résorbent, de sorte que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable. Et nous avons renforcé cet engagement avec notre programme d'achat massif d'obligations du gouvernement.

Une reprise complète et partagée est dans l'intérêt de tous. Une reprise partagée se renforce automatiquement. Elle attire en effet davantage de travailleurs dans la population active, ce qui attire plus d'investissements et génère une croissance potentielle plus élevée. Elle crée donc les conditions d'une expansion accélérée de l'économie sans causer de tensions inflationnistes.

J'ai commencé mon discours en parlant de la bonne santé du marché du travail canadien avant la pandémie. Au cours des dernières années, le chômage s'était rapproché de creux inédits en 40 ans. Au vu des précédents cycles économiques, nous aurions dû voir apparaître une montée des tensions inflationnistes. Mais l'inflation ne menaçait pas de s'emballer. Nous garderons cette leçon à l'esprit quand la pandémie s'estompera et que la reprise se poursuivra. La politique monétaire peut continuer de soutenir la demande pour atténuer l'effet cicatrice et amener le plus grand nombre de personnes possible dans la population active.

Conclusion

Permettez-moi de conclure.

⁶ A. Barker (2018). [Increasing Inclusiveness for Women, Youth and Seniors in Canada](#), document de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE, n° 1519, décembre.

⁷ S. Birinci, F. Karahan, Y. Mercan et K. See (2020). [Labor Market Policies During an Epidemic](#), document de travail du personnel n° 2020-54, Banque du Canada.

La pandémie de COVID-19 a été à l'origine d'énormes pertes en vies humaines et en revenus, ici et à travers le monde. Elle a touché beaucoup plus les emplois qu'occupent les femmes et les jeunes dans les secteurs des services à forte proximité physique.

Grâce à la vaccination d'une large partie de la population, l'économie canadienne devrait rebondir, et de nombreux emplois seront recréés. Pour autant, nous ne reviendrons pas au même type d'économie qu'avant. Une partie des entreprises et des emplois auront disparu du fait des changements permanents de la demande ou de l'adoption de nouvelles technologies. Il faut donc s'attendre à un long processus d'ajustement et à une reprise lente. Il faudra soutenir l'économie pendant un certain temps et, sur ce point, la Banque jouera encore son rôle.

Toutefois, la politique monétaire seule ne suffira pas à produire une reprise complète. Nous avons tous un rôle à jouer en vue d'une reprise généralisée, durable et aux bénéfices largement partagés. Par conséquent, il est important que nous ayons des politiques publiques ciblées, des entreprises qui investissent dans la main-d'œuvre, et un système d'éducation qui assure le développement des compétences recherchées pour le 21^e siècle. Je me réjouis à l'idée de travailler avec vous pour faire naître cette reprise partagée. Je vous remercie de votre attention.